

Sara Gentile

France et Italie : les dernières élections en comparaison : Qui capte la protestation? (Résumé)

Essai paru dans le numéro d'octobre 2022 de la Revue *Italianieuropei*, de la Fondation Italianieuropei.

Dans le bouleversement du monde contemporain l'Occident traverse une crise inédite secoué par beaucoup d'événements : la pandémie de Covid 19, la guerre en Ukraine au cœur de l'Europe durant ces deux dernières années ; la naissance et le développement de mouvements et partis populistes et souverainistes dans plusieurs pays européens, jusqu'à rejoindre le pouvoir ; le déclin des partis socialiste, affaiblis au fil du temps ; la crise des partis traditionnels, la personnalisation du leadership ; la crise de la représentation politique qui a montré le fossé entre les élites et les citoyens, entre gouvernants et gouvernés ; le problème du travail et la croissance du chômage ; l'affaiblissement de l'État social.

Ainsi la réflexion s'impose et les interrogations surgissent quant au parcours de nos démocraties, leurs métamorphoses et donc leur destin.

Dans une perspective comparative, j'ai analysé les dernières élections (présidentielles et législatives en France, administratives et politiques en Italie) qui, dans deux régimes et des contextes différents, présentent à la fois beaucoup de ressemblances mais aussi de différences. Cette analyse entend comprendre les tendances, les propensions de l'électorat, mais aussi les changements sur l'échiquier politique et les effets sur le système politique des deux pays.

Le cas français

Les élections législatives ont constitué un véritable séisme dans la réalité française et la scène politique a profondément changé : la coalition du président Emmanuel Macron, Ensemble !, a obtenu 245 sièges, la Nupes* de Jean-Luc Melenchon 131 sièges, le Rassemblement National (RN) de Marine Le Pen 89 sièges, faisant une entrée triomphale à l'Assemblée nationale, la première depuis 1986 ; enfin, les Républicains 61 sièges. La Nupes, alliance des gauches, a été la principale préoccupation d'E. Macron, confronté à une course d'obstacles qui se renouvelle. Le président fait figure de Thésée à la recherche de la toison d'or, appelé à surmonter des épreuves difficiles pour maintenir son royaume.

Après sa réélection il a dû affronter non seulement M. Le Pen, sa première adversaire lors des élections présidentielles, mais aussi un autre duelliste redoutable et porteur d'un certain charisme : J-L. Melenchon, leader de la Nupes. C'est pour contrer ce péril que le président a fait appel aux Français contre toute forme d'extrémisme, en promettant aussi un nouveau quinquennat de participation des citoyens ainsi qu'un « conseil national de participation ». C'est pour cette raison qu'il a parcouru la France et surtout les quartiers populaires en cherchant un lien direct avec les citoyens, une première pour le président jupitérien du premier quinquennat. Mais les électeurs ont choisi différemment et le président a perdu la majorité absolue à l'Assemblée nationale. C'en est désormais fini de la déclination hyper-présidentielle du système, du pouvoir vertical. Désormais contraint de se confronter à un parlement différent avec deux oppositions agressives, le pouvoir d'E. Macron est réduit de moitié. Ce qui reste et qui émerge de toute sa « marche », est que le président a gaspillé la grâce et la faveur de la première élection et qu'il a soudainement oublié les promesses qu'il avait faites. Le résultat des élections législatives en est témoin.

La Nupes

Il s'agit d'une nouvelle coalition réalisée dans un contexte favorable et qui résulte : du délitement du Parti Socialiste (PS) - sa candidate Anne Hidalgo n'a recueilli qu'un score historique bas de 1,75% des suffrages. Elle s'est retirée en invitant l'électorat à voter E. Macron ; d'un large consensus autour de la candidature de J-L. Melenchon comme l'atteste son score au premier tour de l'élection présidentielle, le plaçant en 3^e position, laissant augurer un « 3^e tour » lors des élections législatives ; d'autres éléments de poids dans un contexte précis. L'alliance des gauches est un fait disruptif dans la réalité française et on peut la lire de manières différentes : d'un côté, elle a des aspects positifs, de l'autre, elle présente des risques liés à sa composition et à la prédominance du leadership de J-L. Melenchon qui donne la ligne et fait les choix, ce qui exacerbe les contradictions, engendre des crispations au sein de la coalition et qui pose des problèmes à l'égard du positionnement vis-à-vis de l'Union européenne.

Le cas italien. La scène politique

Les élections administratives italiennes du 12 juin, même si elles se jouaient dans un contexte local, ont été un test significatif, une sorte d'épreuve générale qui a montré les tendances des électeurs et leur état d'âme envers les partis. Ces élections ont acté la défaite du parti/mouvement 5 Etoiles dans la ville de Genova, où le mouvement était né ; un affaiblissement progressif de la Ligue de Matteo Salvini ; un faible maintien du Parti démocratique (PD) qui regagne quelques votes au deuxième tour ; une hausse très forte de la droite extrême de Gorgia Meloni qui prévaut largement sur les autres listes de droite. Il convient de s'interroger sur ces résultats, sur la manière dont l'éventail politique s'en voit changé et sur ce qui motive le choix des électeurs. Et les raisons sont nombreuses.

Si nous comparons la France et l'Italie, sous réserve de différences objectives, un élément émerge : en France les deux populismes de droite et de gauche alternent dans leur opposition au parti du président et plus largement du centre. Ainsi, la Nupes créée par J-L. Mélenchon a rejoint le R.N de M. Le Pen comme force d'opposition et son leader, bien que non candidat aux élections législatives et absent de l'hémicycle, se pose en principal protagoniste. On observe un phénomène similaire en Italie, mais de manière inversée : le mouvement 5 Etoiles a perdu de sa dynamique initiale, affaibli dans son escalade du pouvoir, sanctionné par un électorat qui lui a préféré la droite extrême de Fratelli d'Italia, paladin et porte-parole d'une protestation sociale ancienne désormais et en quête d'un interlocuteur politique fort et convaincant. Fratelli d'Italia était favori avec 2,5% des intentions de vote après les élections administratives. Le PD quant à lui ne recueillant que 21,6% de ces mêmes intentions. Cette situation a encouragé G. Meloni à réclamer des élections politiques anticipées pour profiter d'un consensus croissant.

La fin du gouvernement de Mario Draghi et les élections législatives

Les événements qui ont précipité la fin du gouvernement Draghi relèvent davantage d'épisodes de trahison, de basse politique ou d'intrigues que d'actions politiques claires et responsables, si on considère la qualité et l'autorité du premier ministre Draghi dans le contexte européen et sa capacité à réaliser les choix politiques essentiels avec une coalition hétérogène, et dans la situation de crise économique et sociale que l'Italie traverse. Le mouvement 5 Etoiles de Giuseppe Conte a retiré sa confiance au gouvernement dont il était membre. Le premier ministre Draghi, même avec la majorité numérique, convaincu que le problème était politique, a présenté sa démission au président de la République, qui l'a rejetée et a renvoyé le premier ministre devant les Chambres.

M. Draghi contraint de l'accepter, a déclaré avec fermeté dans son discours au Sénat qu'il ne pourrait continuer qu'à la condition de clarifier des points essentiels et incontournables.

Mais le piège était préparé et la Ligue de M. Salvini et Forza Italia de S. Berlusconi ont retiré leur confiance au gouvernement. Les élections anticipées se sont donc déroulées le 25 septembre, peu de mois avant la fin de la législature. La campagne électorale s'est déroulée dans un climat frénétique, déstructuré, les protagonistes se lançant des accusations et invectives réciproques. D'étranges alliances se sont nouées entre des politiciens concentrés sur eux-mêmes, ceux que De Gaulle appelait des « figurants », les politiciens de la IV^e République en plein déclin. La campagne a délaissé les thèmes concrets qui intéressent la majorité des citoyens : le travail, le chômage, le pouvoir d'achat, l'affaiblissement des droits, les inégalités sociales et territoriales, dont souffre le Sud du pays de façon ancienne et évidente. Le mécontentement social a profité à la droite extrême souverainiste. Le parti de G. Meloni a capté une protestation confuse et tenace. En revanche, le PD, le parti hégémonique de la gauche, n'a pas su mettre en place une stratégie efficace, ni proposer une ligne claire sur ses alliances. Il a échoué à incarner et guider un front démocratique et convaincant. Le PD a perdu son électorat de référence : les classes ouvrières et populaires. Il n'a plus de lien avec le territoire et n'a pas compris les changements de la société. Il a perdu les caractéristiques qui faisaient de lui un parti de mobilisation et a renoncé à son modèle de parti-projet, capable de proposer une vision de la société.

Les résultats des élections du 25 septembre sont sans équivoque : la coalition de droite remporte une nette victoire en rassemblant plus de 43% des suffrages. La coalition de gauche n'a recueilli que 26% des voix. Au sein de la coalition de la droite, la victoire de G. Meloni est écrasante. Elle devient le premier parti d'Italie (26%), en dépassant le PD qui n'a obtenu que 20% des suffrages.

Quant aux autres forces politiques, le mouvement 5 Etoiles a réalisé un score de 15%, la Ligue de M. Salvini sort fragilisée à 8,9%, comme Forza Italia, le troisième pôle (Calenda-Renzi à 7%).

Le gouvernement Meloni si tôt installé démontre par ses toutes premières actions qu'il assume des choix caractéristiques de l'univers de l'extrême droite sur différents registres : l'abolition du revenu citoyen qui, sous des formes différentes, existe dans beaucoup de pays européens et qui, même avec des dysfonctionnements, a aidé des milliers de citoyens ; la protection des hauts revenus des couches sociales privilégiées ; la restriction des financements de l'école publique et de la santé ; la restriction des droits des migrants et le durcissement des sanctions à leur égard.

La politique économique, la flat tax, du gouvernement Meloni favorise explicitement deux couches sociales : les travailleurs autonomes et les professions libérales, mettant à l'écart les travailleurs dépendants. Cette politique économique est significative d'un esprit hiérarchique qui établit des différences précises de rang dans la société selon la culture politique de la droite la plus rétrograde et intransigente.